

Baromètre



www.fiducial.fr





- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International (17ème cabinet mondial et 7ème cabinet européen).
- En France, FIDUCIAL emploie 5 900 personnes au service de ses 200 000 clients pour un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros. Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau, FIDUCIAL propose un service global aux petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris depuis décembre 2000 l'initiative de publier un baromètre trimestriel de conjoncture des TPE :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire connaître et reconnaître ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : <u>www.fiducial.fr</u>



SOMMAIRE

	1 olds des 11 E	•
₽	Tableau de bord	4
<u> </u>	Les principaux constats	-
8	Le moral des TPE	2!
<u></u>	Les finances des TPE	3
⊚	L'emploi dans les TPE	4(
	L'action gouvernementale	49
<u>@</u>	Le modèle social français	54
<u></u>	L'emprunt national	58
⊕	Méthodologie	53
⊕	Échantillon	54

Poids des TPF

Poids des TPE

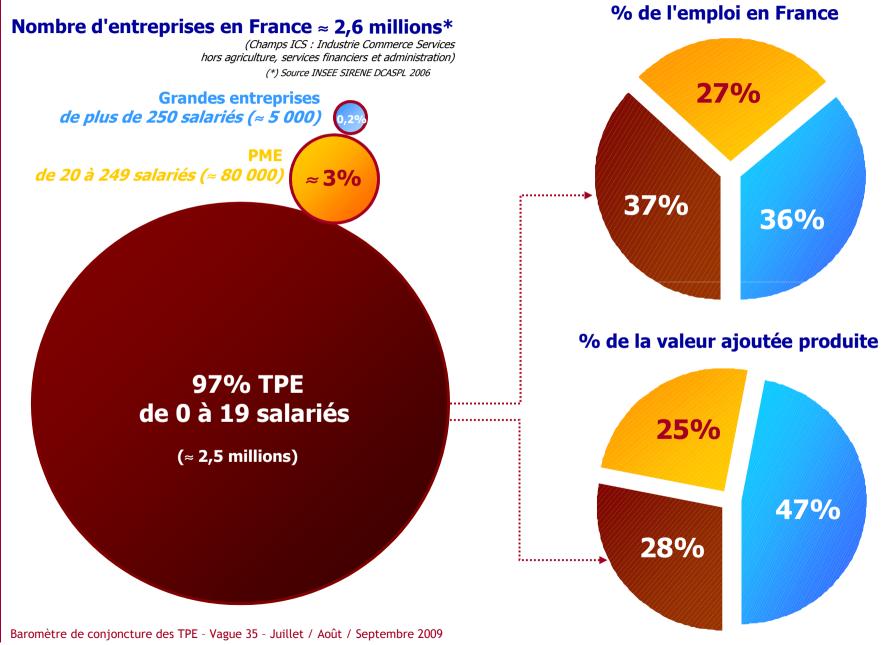






TABLEAU DE BORD

Note de lecture

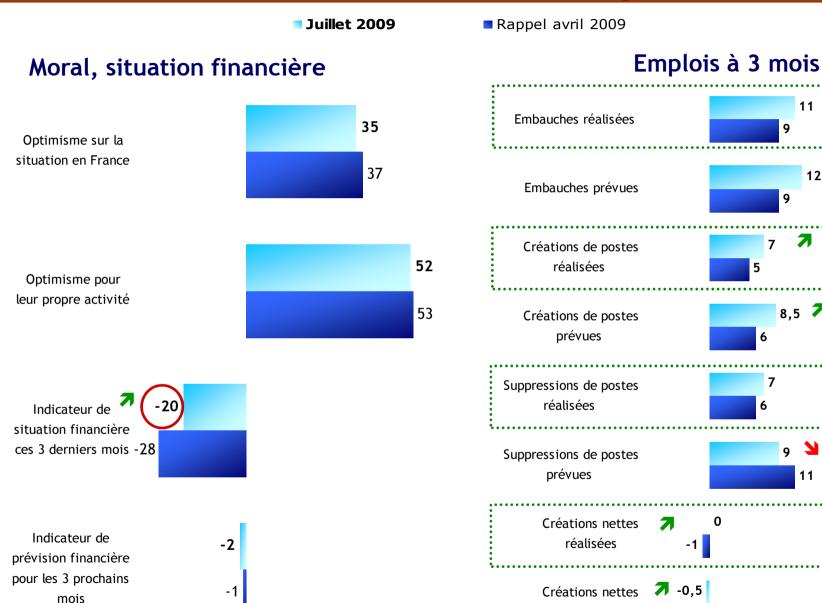
(🗷 🔌) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

TABLEAU DE BORD



Baromètre de conjoncture des TPE Vague 35 - Eté 2009



prévues

12 🧷

8,5

TABLEAU DE BORD



Baromètre de conjoncture des TPE Vague 35 - Eté 2009

Confiance globale dans le gouvernement

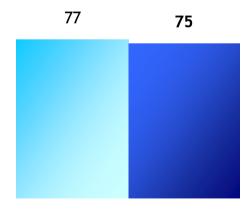




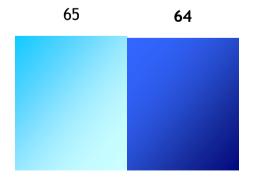


Rappel avril 2009

Juillet 2009



Inquiétude à l'égard de la crise



Répercussions graves de la crise sur leur activité



LES PRINCIPAUX CONSTATS



Une présence de la crise qui reste lourdement vécue...

Les effets de la crise économique sur les TPE sont toujours prégnants, même s'ils semblent très légèrement s'amoindrir. On relève ainsi un niveau d'inquiétude qui s'établit à 75% (-2 points par rapport à la précédente vague d'enquête), et des répercussions graves ressenties par 64% des dirigeants interrogés (-1 point), l'industrie se révélant plus particulièrement fragilisée.

Après trois trimestres consécutifs de baisse et l'atteinte au mois d'avril 2009 du taux le plus bas enregistré depuis le début du baromètre (-28), l'indice de situation financière des TPE s'améliore mais demeure à un niveau très faible (-20). La présence d'un pronostic négatif pour ces trois prochains mois (-2) s'avère peu rassurant quant à la période à venir.

Au global, **l'optimisme des patrons de TPE tend à se stabiliser**, se situant à 52% pour leur propre activité et à 35% concernant le contexte politique, social et économique en France.



...et dont l'issue paraît toujours lointaine

Ces perceptions globalement défavorables s'accompagnent de façon logique d'une anticipation plus tardive de la date de sortie de crise : 40% estiment que celle-ci ne se produira pas avant 2011 contre 35% au trimestre précédent, même si ce score est minoritaire. Les prévisions quant à la rentrée de septembre s'avèrent par conséquent mitigées.

Certes, 40%, soit une proportion non négligeable des interviewés, déclarent avoir des espoirs économiques pour l'automne, mais ils sont quand même 54% à appréhender le mois de septembre avec inquiétude pour leur entreprise.

Cette inquiétude tient d'abord aux indicateurs macro-économiques que sont la morosité du climat économique (64%) et la baisse de la consommation (58%), mais aussi, dans la moitié des cas (46%), la fragilité de leur trésorerie.



Une proportion moindre mais non négligeable des TPE en difficulté financière

S'agissant de la trésorerie des entreprises de 0 à 19 salariés, près de quatre dirigeants sur dix (36% exactement) prévoient une dégradation de la situation de trésorerie de leur entreprise au cours des trois prochains mois, un score certes en recul par rapport au mois d'avril (-5 points) mais qui reste important. Notons cependant qu'une courte majorité mise désormais sur une stagnation (51%, +5 points) voire une amélioration (13%, stable) de sa trésorerie.

A un niveau équivalent, 33% des patrons de TPE jugent leur situation financière préoccupante, marquant là aussi un recul significatif par rapport au trimestre précédent (-5 points). Toutefois, parmi les structures fragiles, la crainte de déposer le bilan avant la fin de l'année s'avère beaucoup plus marquée (57% contre 39% en avril dernier). On relève également qu'une majorité (51%, -3 points) craint toujours une défaillance financière d'un ou plusieurs clients ou fournisseurs, cette peur étant plus prononcée dans les secteurs du BTP et du commerce.

Les recettes et les ventes suivent logiquement la même tendance que le bilan financier des entreprises, leurs prévisions s'orientant plutôt vers une stagnation (47%, +9 points) au cours des trois mois à venir. Toutefois, l'évolution prévue, qui s'établit en moyenne à -3% (-5,6% au mois d'avril) montre que les entreprises subissant une baisse sont touchées par la crise de façon très importante (19% anticipent une diminution de leur chiffre d'affaires de plus de 10%).



Des conditions de financement qui continuent à se durcir

Les besoins en financement des TPE s'avèrent stables, 28% déclarant avoir récemment effectué une demande de prêt auprès de leur banque (+2 points par rapport à la dernière vague d'enquête, au même niveau qu'en janvier 2009). Les montants demandés sont cependant plus élevés (69 000 euros en moyenne contre environ 60 000 au mois d'avril). Témoignant sans doute de l'impact de la baisse des taux directeurs par la BCE, seules 12% (-8 points) déclarent que leur banque leur a accordé le financement demandé mais à des conditions de taux élevées.

En revanche, malgré cette détente relative sur les taux d'intérêt, les conditions d'accès au crédit restent difficiles. 23% des dirigeants se sont en effet vu refuser le prêt demandé, 18% ont dû apporter les garanties d'un organisme de cautionnement et 17% ont été contraints de fournir des garanties supérieures à celles exigées par le passé.

Au global, 31% des TPE déclarent avoir subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque, soit un score supérieur de 4 points à celui observé en avril et une croissance de 20 points en l'espace de 18 mois (11% en janvier 2008). Près d'une entreprise sur dix (9%, stable) a également récemment subi une réduction ou une annulation d'une ligne de crédit ou d'un prêt précédemment accordé.



Une légère amélioration sur le front de l'emploi

Les embauches progressent dans les TPE, aussi bien sur les réalisations des trois derniers mois (11%, +2 points) que sur les prévisions pour les trois prochains mois (12%, +3 points).

Pour autant, la moyenne des créations nettes réalisées au cours du deuxième trimestre est nulle, mais dépasse largement les prévisions qui avaient été faites au mois d'avril (-5%). Ces créations nettes devraient connaître une très légère diminution durant l'été (-0,5%). Elles sont très nettement portées par le secteur de l'hôtellerie/restauration (+11% sur les trois derniers mois et +10% pour les trois prochains mois), certainement du fait d'un effet de saisonnalité.

Venant nuancer cette embellie, le recours aux CDD pour les embauches des trois derniers mois atteint un record historique (64%), au détriment des CDI (32% contre 51% au mois d'avril et 40% en juillet 2008).

Concernant ces CDI, on relève parmi les TPE ayant licencié un moindre recours (relatif) aux licenciements (54%, -8 points), au profit notamment des ruptures conventionnelles négociées à l'amiable (33%, +5 points).



Des marges de manœuvre réduites pour le gouvernement, un emprunt national qui ne convainc pas

Le niveau de confiance dans le gouvernement apparaît relativement peu impacté par la crise, s'établissant au même niveau qu'en juillet 2008 à 43% (et une progression de deux points par rapport à la précédente vague d'enquête). Pour autant, les mesures mises en place dans le cadre du plan de relance n'ont pas convaincu les patrons de TPE : seuls 15% d'entre eux ont perçu un impact positif sur leur entreprise contre 32% qui anticipaient des effets bénéfiques lors de leur mise en place au mois de janvier 2009.

De la même manière, l'accueil réservé au lancement de l'emprunt national est très prudent : 16% ont l'intention d'y souscrire - soit un score similaire à celui enregistré auprès de l'ensemble des Français (17%) - et 43% seulement jugent qu'il s'agit d'une bonne solution pour faire face au contexte de crise économique.

Les dirigeants interrogés jugent en effet très largement que cet emprunt va alourdir la dette de l'Etat (74%), qu'il se traduira inévitablement par une hausse de la fiscalité (60%), et ils déclarent aussi en majorité qu'il profitera principalement aux personnes les plus aisées (51%). De plus, sa pertinence sur le plan financier est mise en doute, près de la moitié des patrons de TPE (48%) estimant qu'il coûtera plus cher que s'il était souscrit directement auprès des banques et 56% déclarant qu'il n'est pas vraiment nécessaire pour financer les priorités stratégiques de l'Etat.



Des actions gouvernementales qui doivent privilégier l'économie et l'emploi et porter en priorité sur les secteurs des énergies renouvelables et du BTP

Si le recours à l'emprunt national est perçu comme une solution peu probante, les secteurs devant principalement en bénéficier sont clairement identifiés. Il s'agit en premier lieu des énergies renouvelables (62% des citations), semblant témoigner à la fois de l'ancrage de plus en plus marqué des préoccupations en matière de développement durable, mais aussi des effets de la campagne pour les élections européennes. Le bâtiment est aussi jugé comme un secteur dont le développement est prioritaire (51%) et devant bénéficier de l'aide de l'Etat. Viennent ensuite l'industrie pharmaceutique (41%) et à un niveau moindre les grandes infrastructures de transports (28%).

D'une façon plus générale et indépendamment de l'emprunt annoncé, les réformes attendues du gouvernement se cristallisent sans surprise autour des questions d'économie et d'emploi (55%). La fiscalité émerge également comme un chantier prioritaire (32%) à un niveau de citations non négligeable.

Parmi les actions à mettre en œuvre figurent ensuite, à des niveaux certes inférieurs mais non négligeables le système éducatif (23%), les retraites (21%) et le système de santé (18%.



Un modèle social menacé par la crise et un retour à l'équilibre budgétaire jugé difficile

Près des trois quarts des dirigeants de TPE interrogés estiment que la crise menace le modèle social français (72%, dont 35% « tout à fait » menacé). 28% expriment un avis contraire.

Corollaire des doutes exprimés sur l'emprunt national, les avis sont divisés sur la possibilité pour l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes sociaux de revenir à l'équilibre sans pour autant réduire les moyens octroyés ou les prestations sociales servies :

> 53% des patrons de TPE estiment toutefois que les déficits peuvent être comblés, les moyens à privilégier étant la suppression des niches sociales et fiscales (64%) et le report de l'âge de départ à la retraite (30%);

▶47% jugent au contraire que des économies doivent nécessairement être réalisées pour équilibrer les comptes, celles-ci devant passer en priorité par la réduction de 5% du budget des ministères (64%), la réduction du nombre de fonctionnaires (45%) et par une meilleure gestion du secteur hospitalier (41%).

Enfin, <u>une proportion massive de patrons de TPE (90%) se prononce en faveur de l'ouverture d'un débat entre les partenaires sociaux sur la conditionnalité des allègements de charges sociales (63% s'y déclarent même « tout à fait favorables »).</u>



LE MORAL DES TPE

Note de lecture

(**> 2**) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

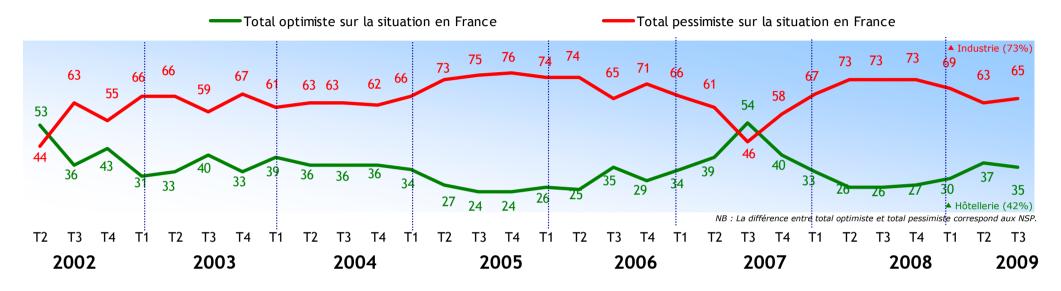
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



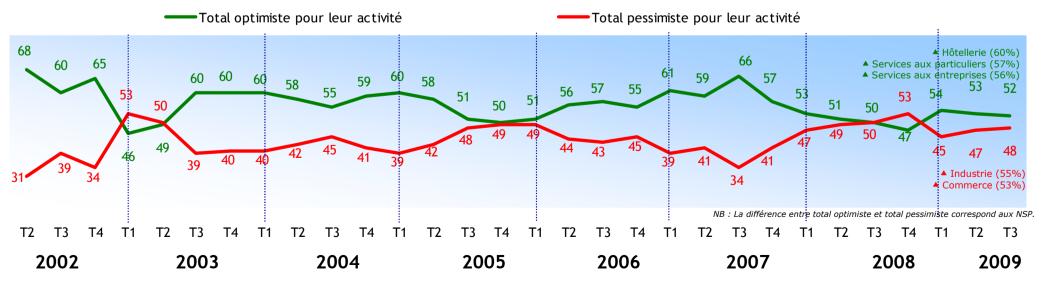
Optimisme sur la situation en France et pour leur activité



Question: En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste...?



<u>Ouestion</u>: Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste...?

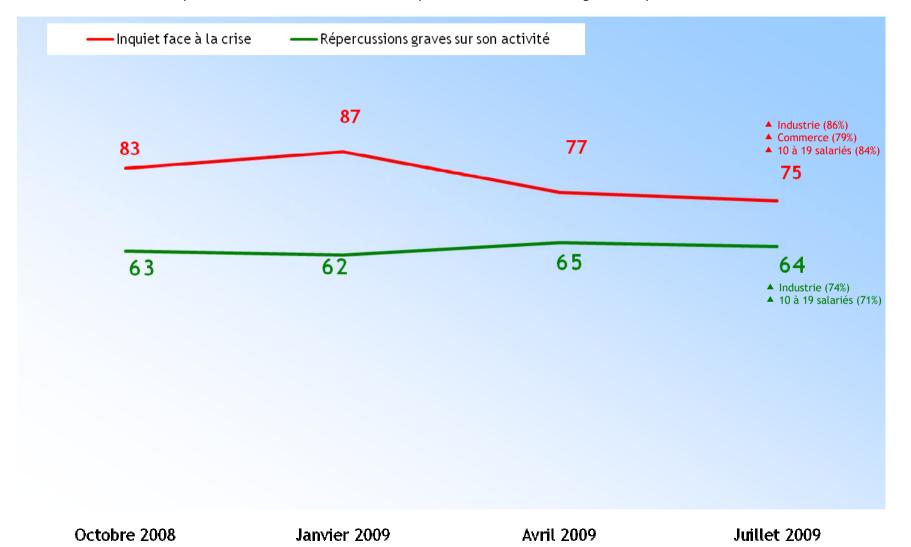




Le niveau d'inquiétude et les répercussion de la crise sur leur activité

Question: Personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française?

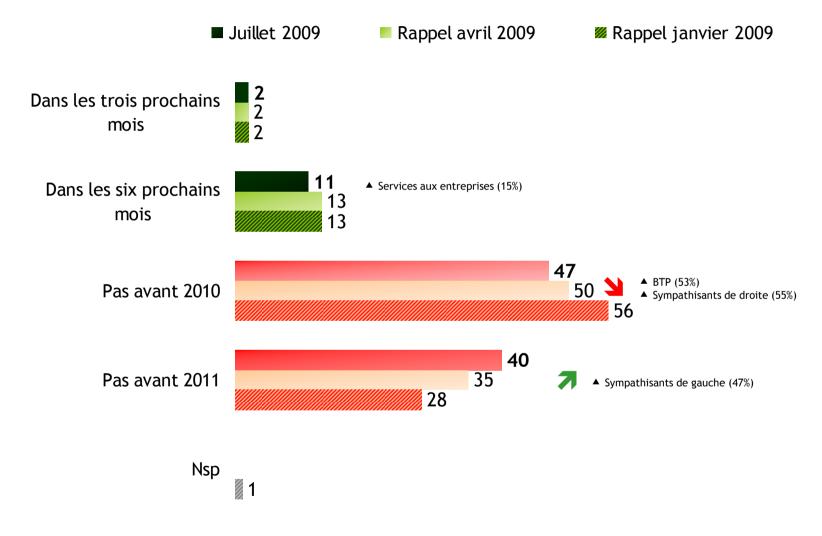
Pensez-vous que la crise et le contexte économique actuel vont avoir de graves répercussions sur votre activité ?





Une anticipation de l'amélioration de la situation économique de plus en plus tardive

Question: Selon vous, la situation économique s'améliorera-t-elle plutôt...?

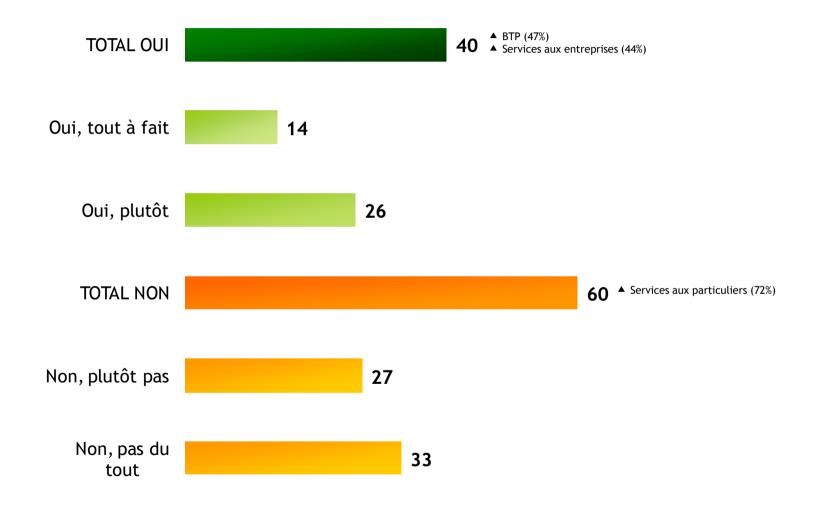


Base : ensemble des TPE



Rentrée de septembre : des espoirs économiques mesurés...

Question : Fondez-vous des espoirs économiques dans la rentrée de septembre ?



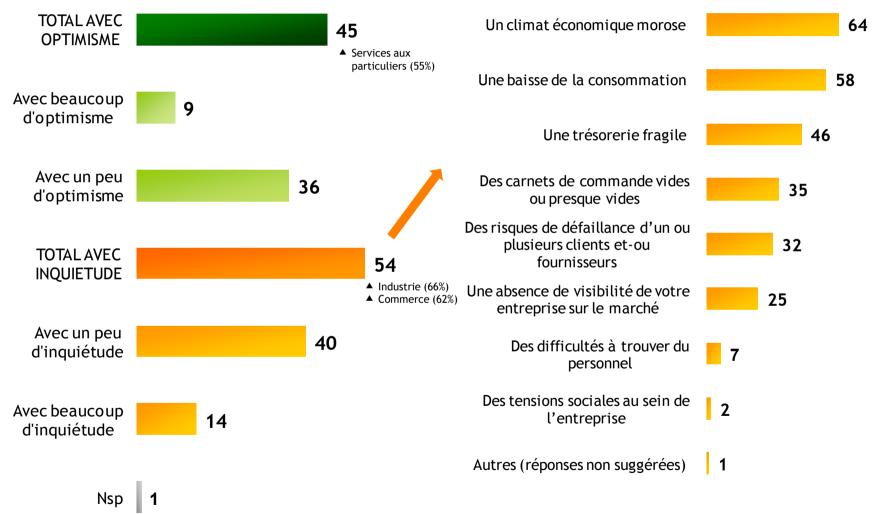
Base : ensemble des TPE

... voire une inquiétude majoritaire pour leur entreprise

<u>Question</u>: Comment appréhendez-vous la rentrée de septembre pour votre propre entreprise ?

<u>Question</u>: Quels sont vos motifs d'inquiétude?

Base : question posée aux patrons de TPE se déclarant inquiets pour la rentrée



de septembre

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 35 - Juillet / Août / Septembre 2009



LES FINANCES DES TPE

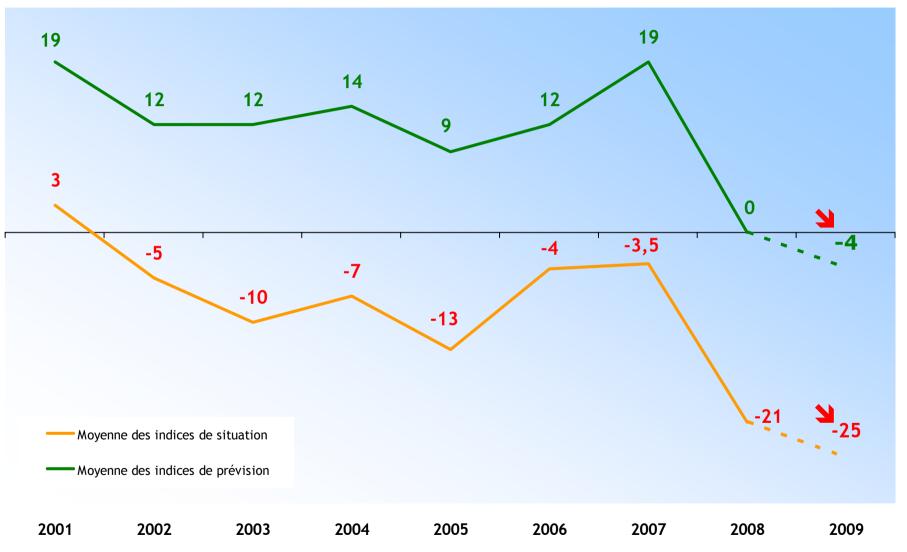
Note de lecture

(**> 3**) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Évolutions des indices de situation financière* - Moyennes annuelles -

(*) % d'amélioration - % de détérioration

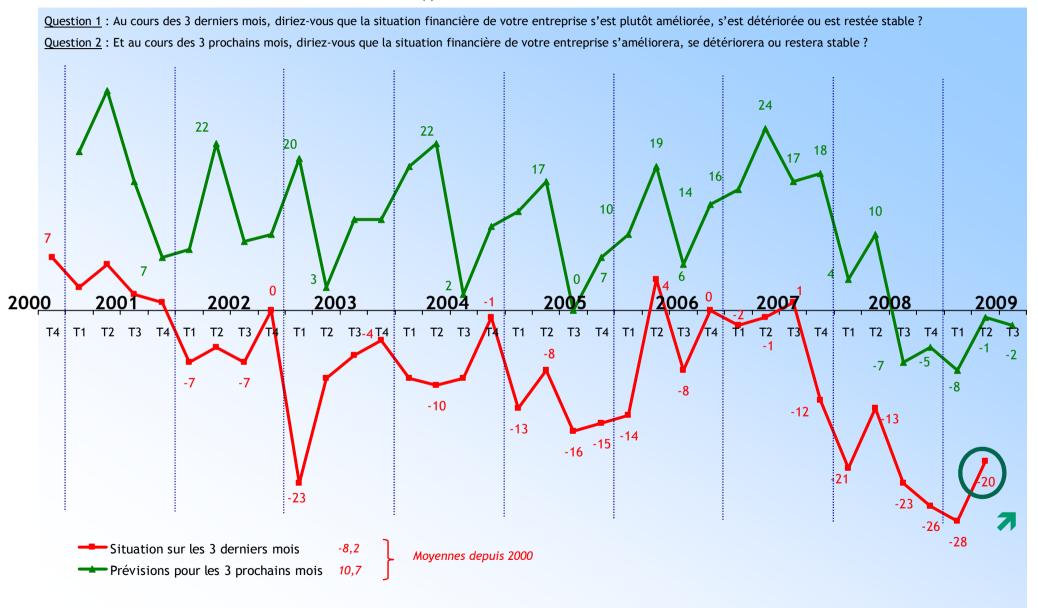




Évolutions des indices de situation financière* - Résultats trimestriels -



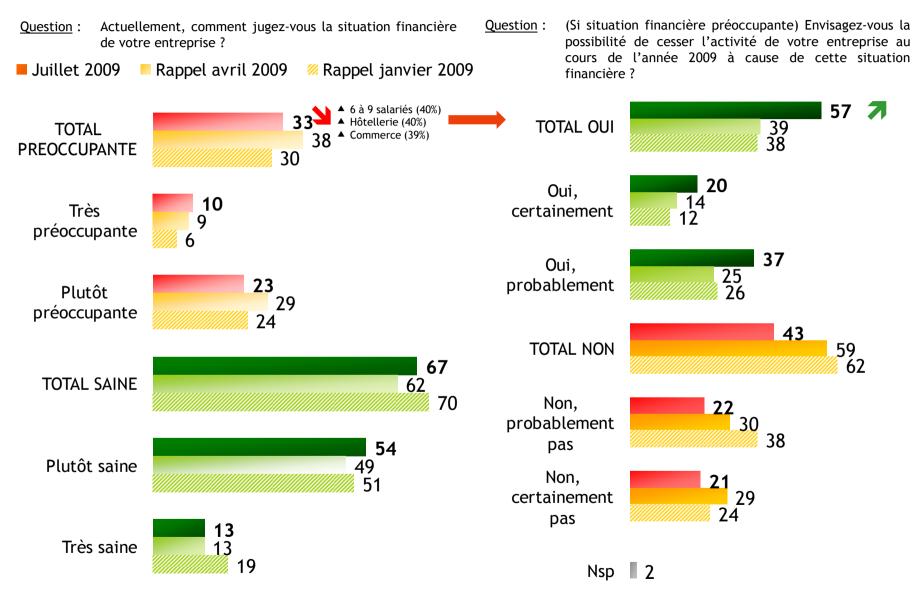
(*) % d'amélioration - % de détérioration



Base: ensemble des TPE

aron **FIDUCIAL**

Une situation financière toujours préoccupante



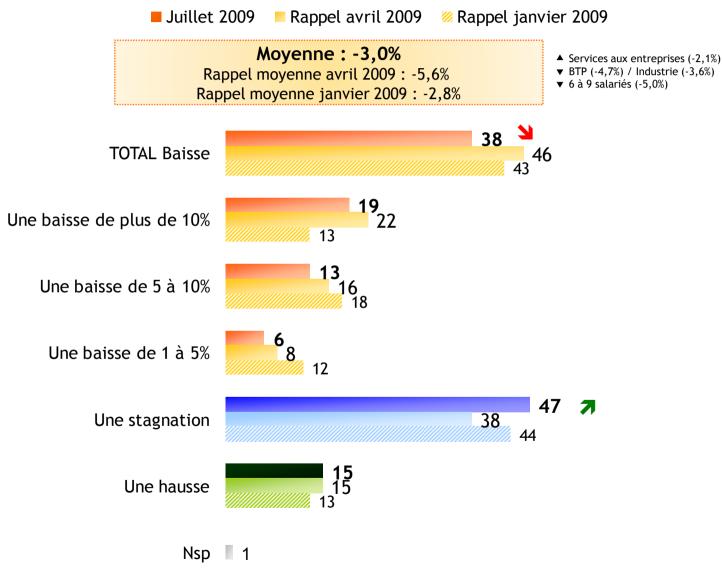
Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Base : ensemble des TPE

arom **FIDUCIAL**

Vers une stagnation des recettes et des ventes dans les 3 prochains mois

Question: Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt ...?

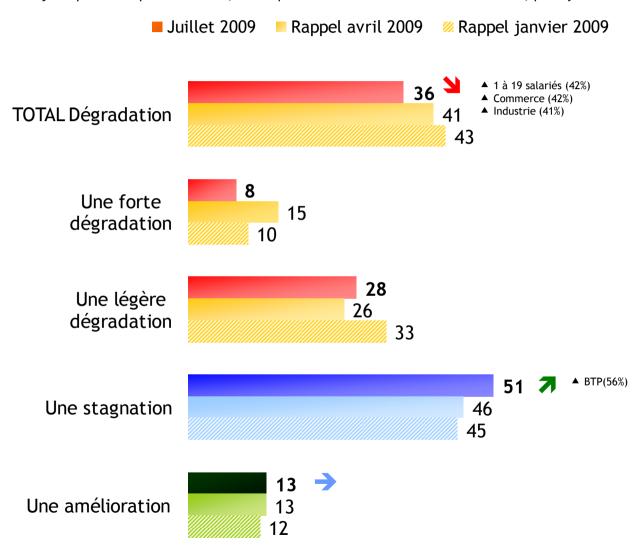


Base : ensemble des TPE



Une moindre dégradation de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

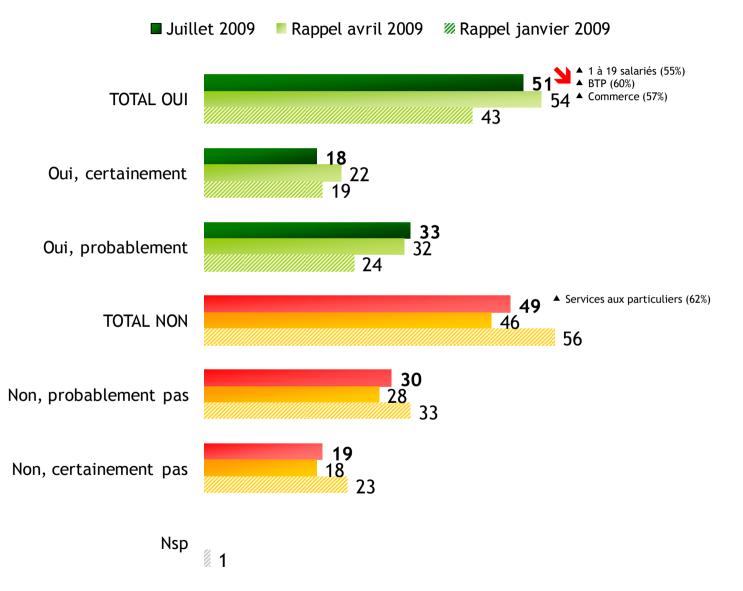
Question: Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous...?



arom **FIDUCIAL**

La crainte d'une défaillance financière de clients ou fournisseurs dans les 3 prochains mois reste forte

Question : Craignez-vous une défaillance financière de plusieurs de vos clients et/ou de vos fournisseurs dans les prochains mois ?



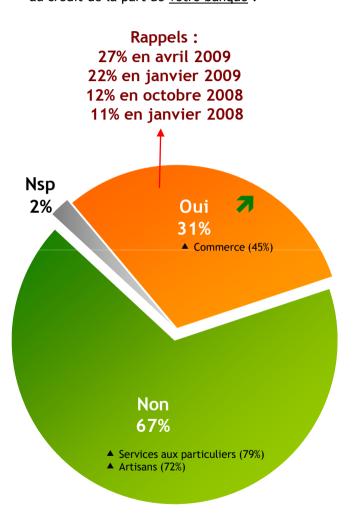
arom **FIDUCIAL**

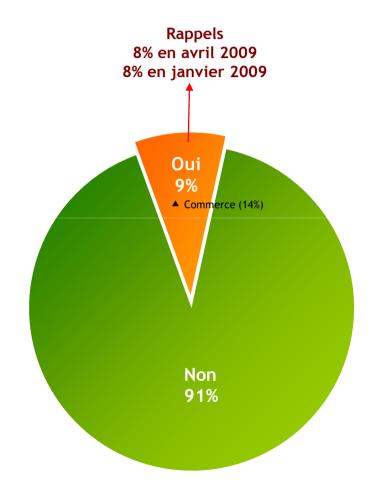
Un nouveau durcissement des conditions d'accès au crédit

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès Ouestion: au crédit de la part de votre banque ?

Question:

Votre banque a-t-elle récemment réduit ou annulé une ligne de crédit ou un prêt précédemment accordés ?





Base: ensemble des TPE



Demandes de financement des TPE : amorce d'une détente au niveau des taux d'intérêt mais des besoins plus élevés

<u>Question</u>: Avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?

<u>Question</u>: (Si demande de financement auprès de votre banque) Votre banque vous a-t-elle récemment...?

Rappel avril 2009

Rappel janvier 2009

% OUI

23

24

23

21

18

18

17

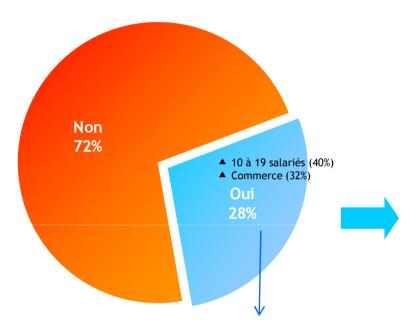
18

18

20

15

14



Rappel avril 2009: 26% Rappel janvier 2009: 28%

Montant moyen du prêt demandé : 69 161 Euros

(Rappel avril 2009: 59 840 euros)

- ▲ 1 à 19 salariés (87 805 euros) ▲ Hôtellerie (109 082 euros)

Refusé un nouveau prêt/ financement Accordé un financement avec les garanties d'un organisme de cautionnement de type Oséo, Siagi... Accordé un financement contre des garanties supérieures à celles qu'elle exigeait par le passé (cautions, hypothèque, nantissement...) Accordé un financement mais à des conditions de taux élevés Accordé un financement, mais pour un montant moins élevé 6 que demandé

■ Juillet 2009

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque



L'EMPLOI DANS LES TPE

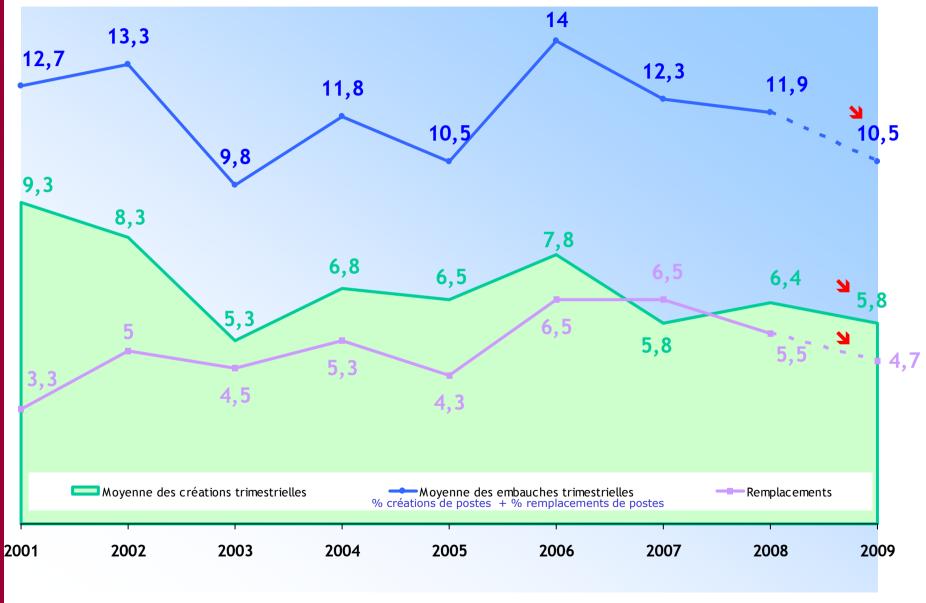
Note de lecture

(**> 3**) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

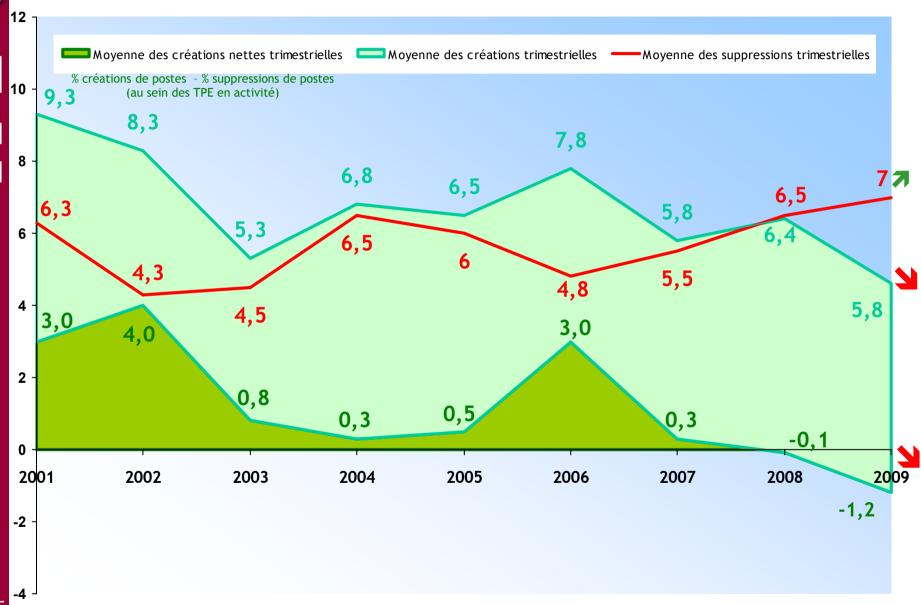
Évolutions de l'emploi dans les TPE

- Moyennes annuelles -



Base: ensemble des TPE

Évolutions de l'emploi dans les TPE - Moyennes annuelles -

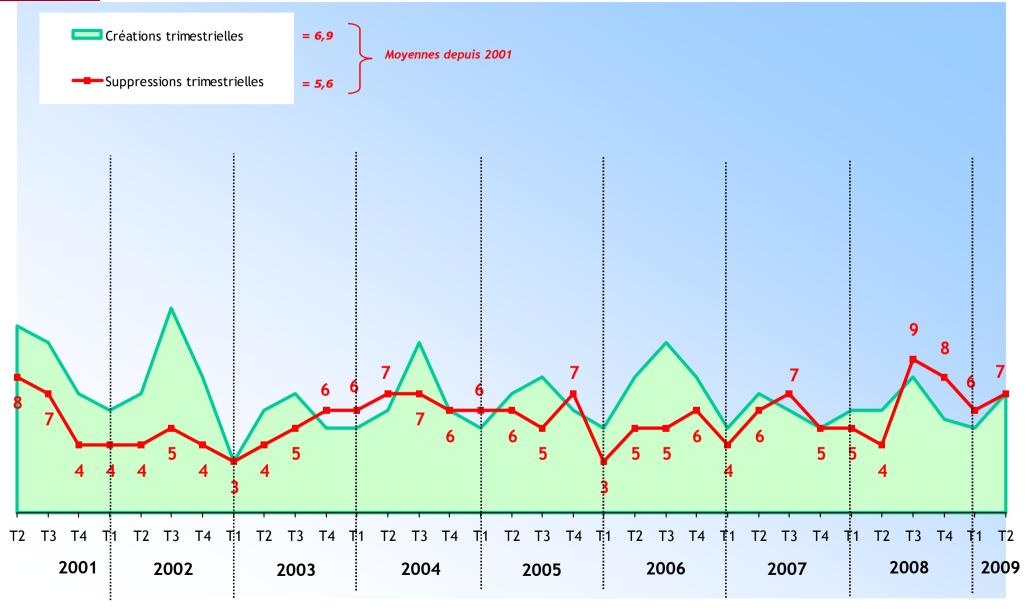




Évolutions de l'emploi dans les TPE



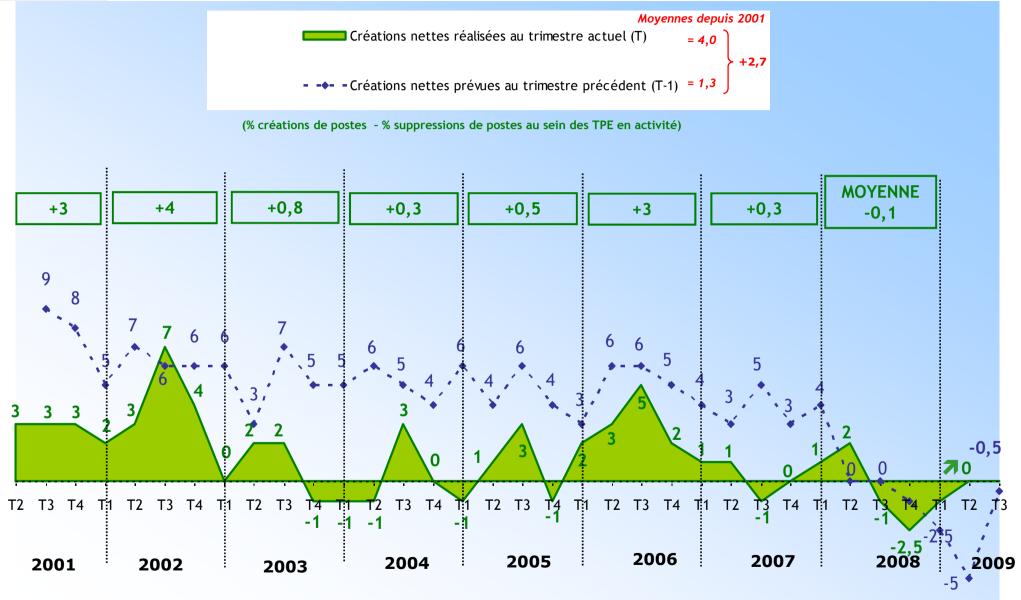
- Résultats trimestriels -



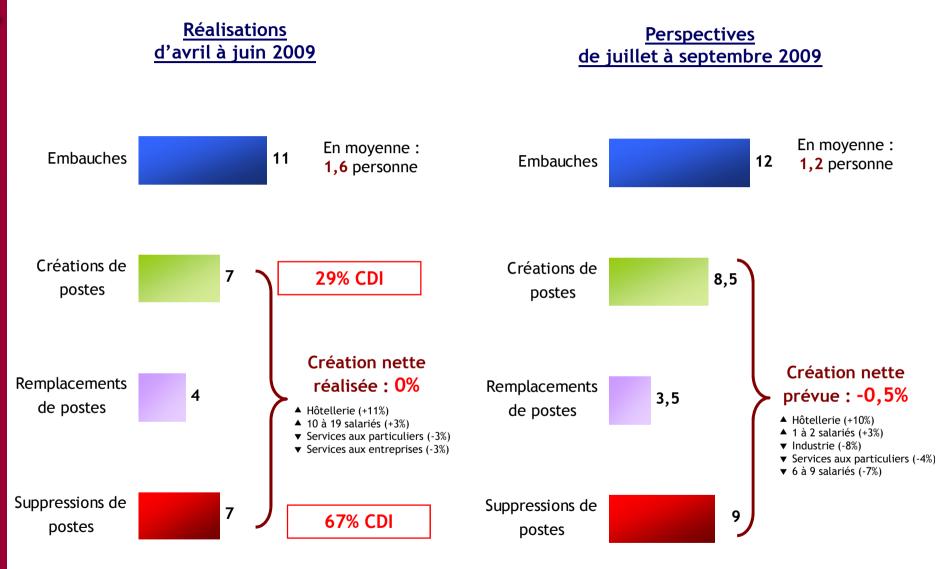


Évolutions des créations nettes d'emplois - Résultats trimestriels -

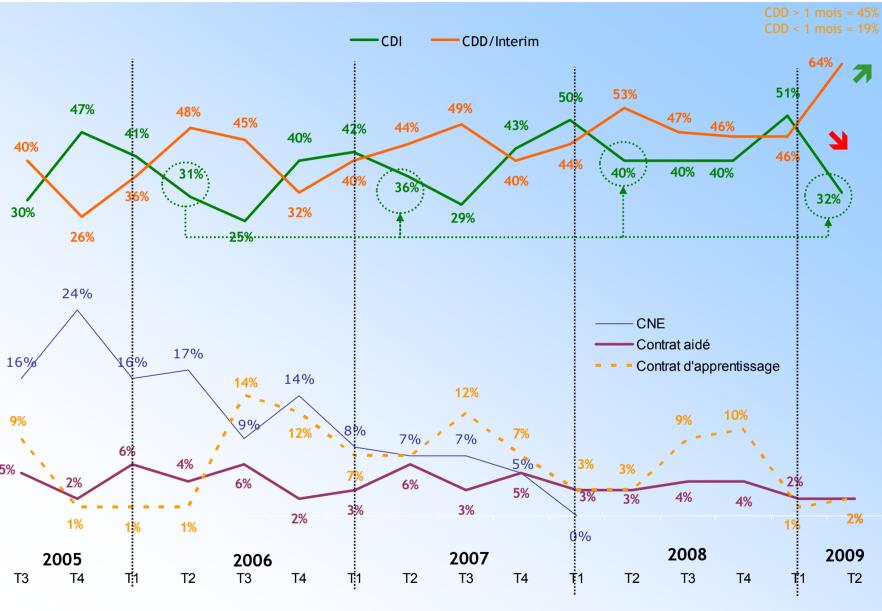




Embauches <u>réalisées</u> et <u>perspectives</u> au prochain trimestre



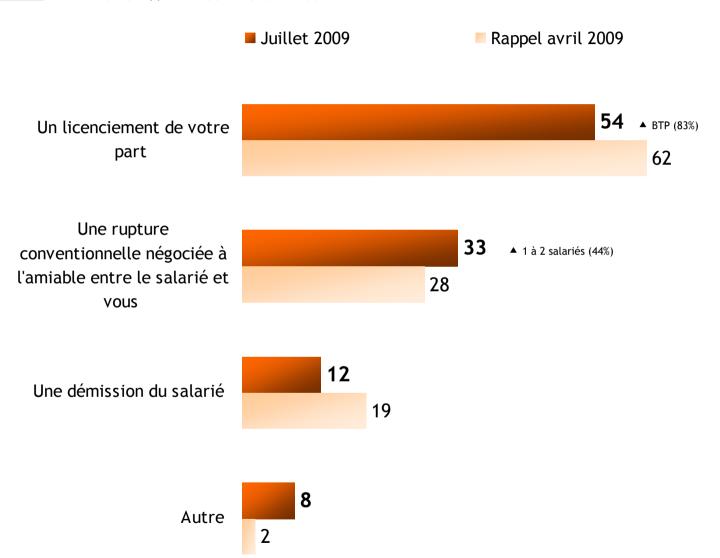
Types de contrats utilisés



FIDUCIAL

Les licenciements se maintiennent à un niveau élevé

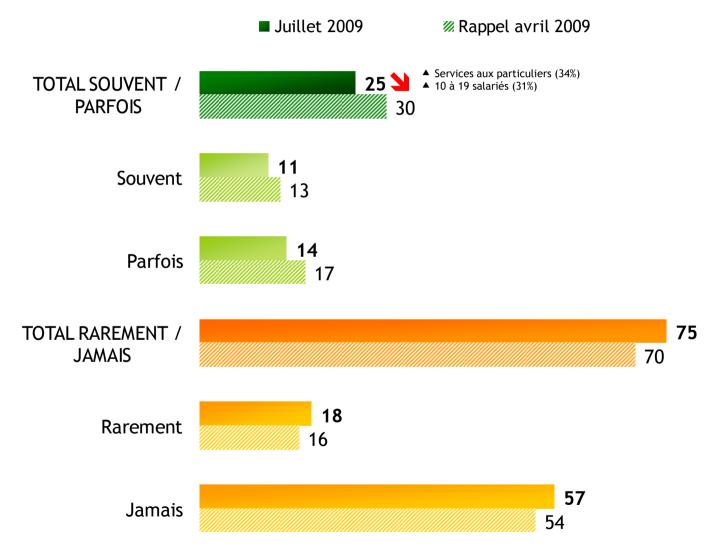
Question: Cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...?



Base : TPE ayant supprimé des postes au cours des trois derniers mois, et parmi lesquels se trouvaient des CDI.

Reflux des tensions sociales dans les TPE

<u>Question</u>: Au cours des derniers mois et compte tenu du contexte économique et social actuel, ressentez-vous des tensions sociales au sein de votre entreprise ?



Base : question posée aux patrons de TPE employant au moins un salarié
Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 35 - Juillet / Août / Septembre 2009



L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Note de lecture

(🗷 🔌) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

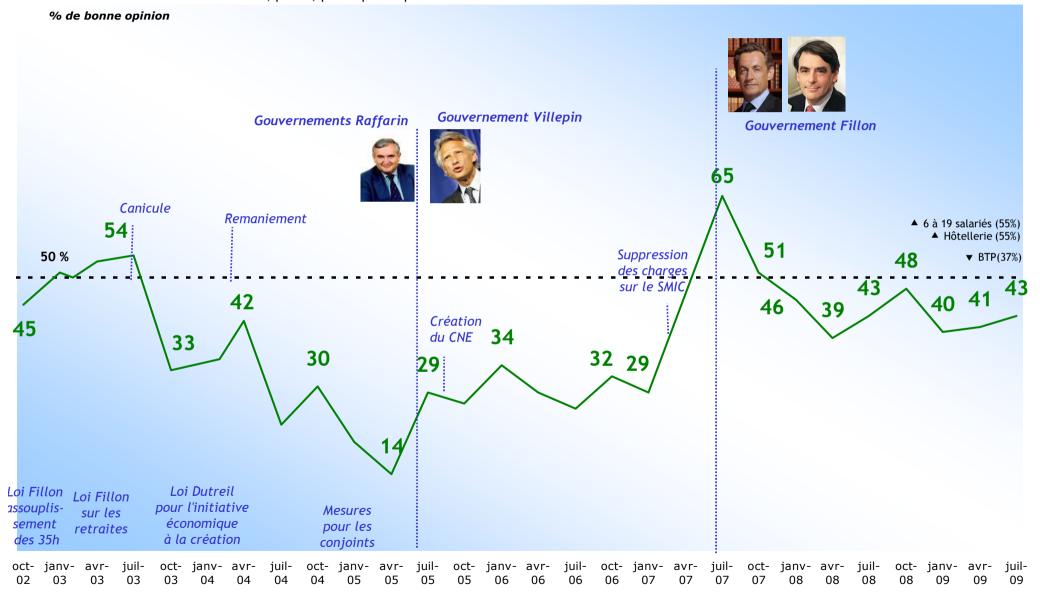


Confiance dans le gouvernement



Question:

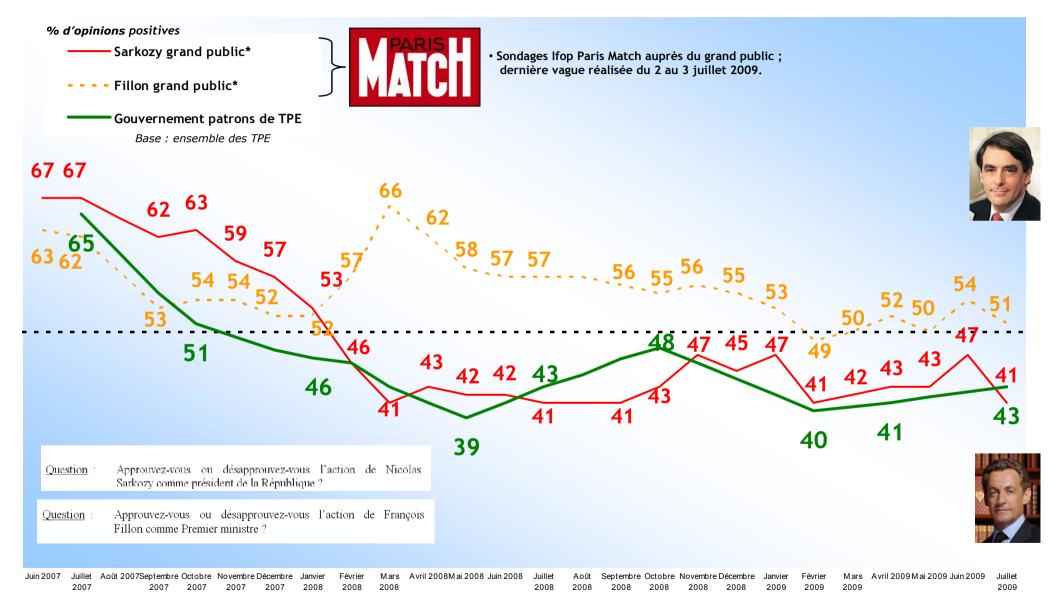
A propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?





Confiance des patrons de TPE dans le gouvernement comparée à la confiance du grand public

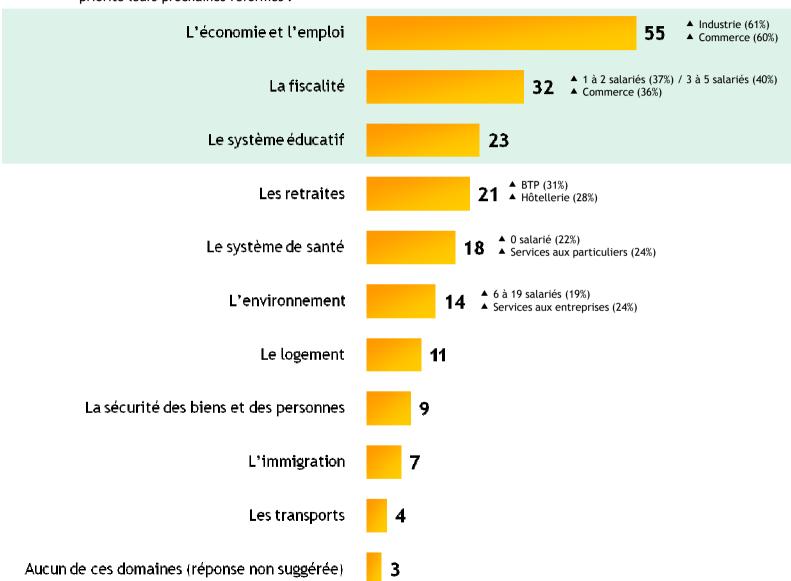




arom **FIDUCIAL**

Les domaines d'action jugés prioritaires pour le gouvernement

<u>Question</u>: A votre avis, parmi les domaines suivants, quels sont ceux pour lesquels Nicolas Sarkozy et le gouvernement devraient mener en priorité leurs prochaines réformes?



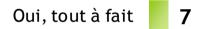


Plan de relance : un impact sur leur entreprise nettement en-deçà des attentes formulées en début d'année

<u>Question</u>: Estimez-vous que toutes ces mesures vont avoir un impact positif sur votre entreprise?

Janvier 2009 Impact anticipé



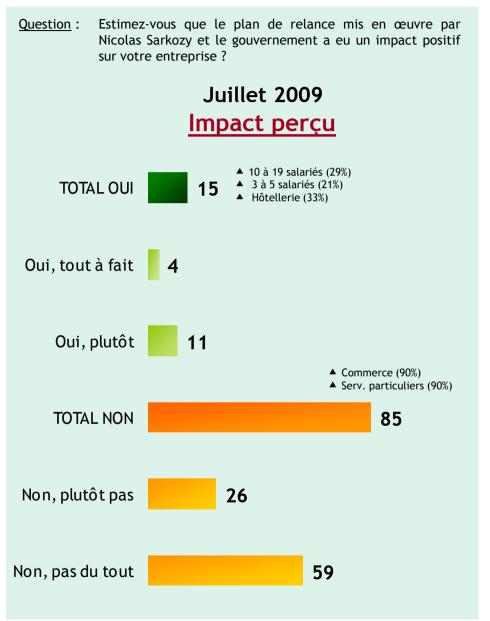














LE MODELE SOCIAL FRANCAIS

Note de lecture

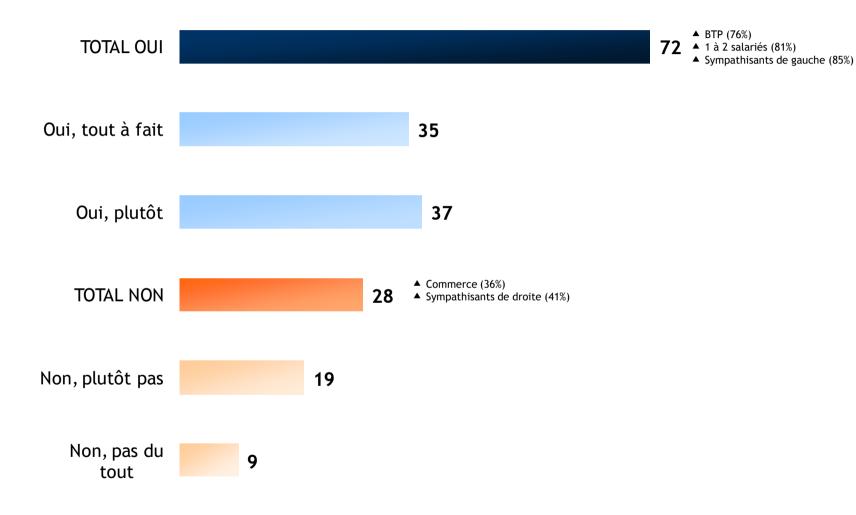
(**> >**) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



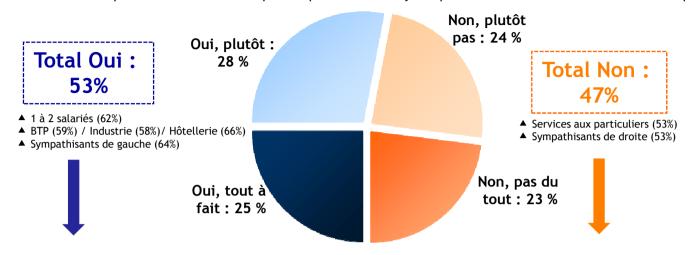
Un modèle social français menacé par la crise

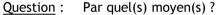
Question: Selon vous, la crise actuelle menace-t-elle à moyen terme le modèle social français?



La possibilité et les moyens de revenir à l'équilibre budgétaire

Question: Depuis de nombreuses années, l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes sociaux présentent des comptes déficitaires. Selon vous est-il possible de revenir à l'équilibre par d'autres moyens que des économies ou une réduction des prestations sociales ?





Suppression des niches sociales et fiscales

Report de l'âge de départ à la retraite

Taire marcher la planche à billets

Hausse des impôts et cotisations

17

Forte hausse de l'inflation

Augmentation de l'immigration

9

Autres (réponses non suggérées)

15

Question : Quelles devraient être les mesures prioritaires à prendre ?



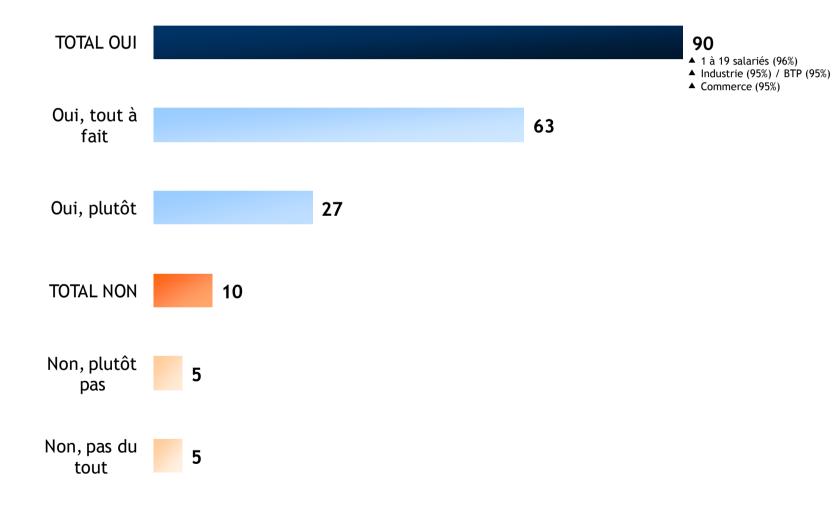
Ne se prononcent pas



Une approbation massive d'une éventuelle remise à plat du système des allègements de charges sociales

Question:

Les organisations syndicales de salariés ainsi que la CGPME se sont déclarées favorables à l'ouverture d'un débat sur la conditionnalité des allègements de charges sociales, c'est-à-dire sur le fait d'accorder des allègements de charges sous respect de certaines conditions restant à définir. Etes-vous également favorable à une remise à plat du système des allègements de charges sociales ?





L'EMPRUNT NATIONAL

Note de lecture

(**> 3**) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.

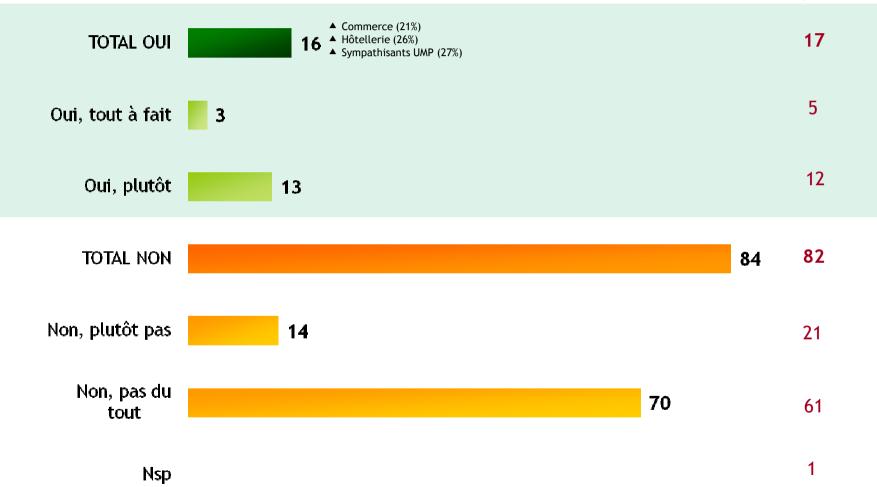
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



La perspective d'un emprunt national ne suscite guère l'enthousiasme des TPE...

Question: Vous savez que Nicolas Sarkozy a annoncé que l'État allait lancer auprès des Français un emprunt national pour financer des priorités stratégiques. Personnellement, avez-vous l'intention de souscrire à cet emprunt d'État?

Comparatif grand public 25-26 juin 2009¹

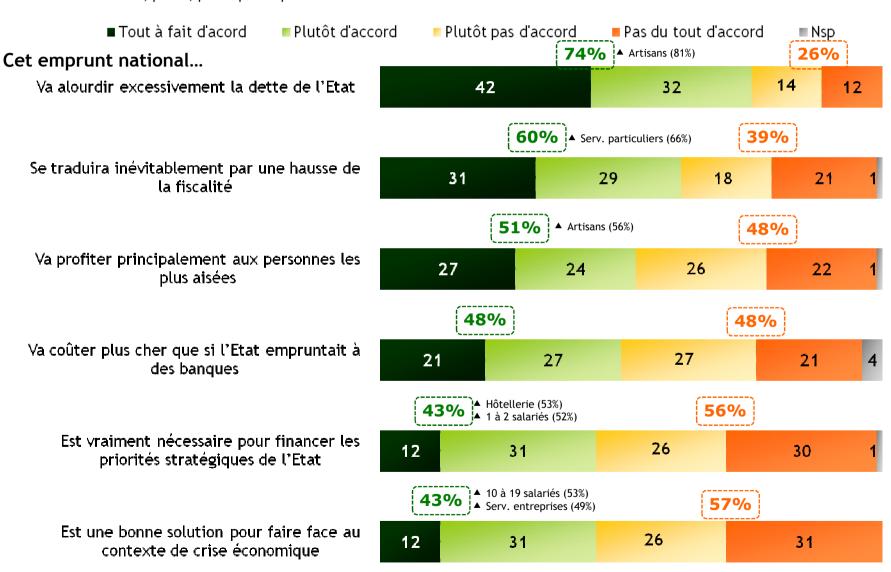


¹ Sondage réalisé par l'Ifop pour le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 880 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 25 au 26 juin 2009.



... et s'accompagne de craintes particulièrement prononcées quant à l'opportunité d'y recourir

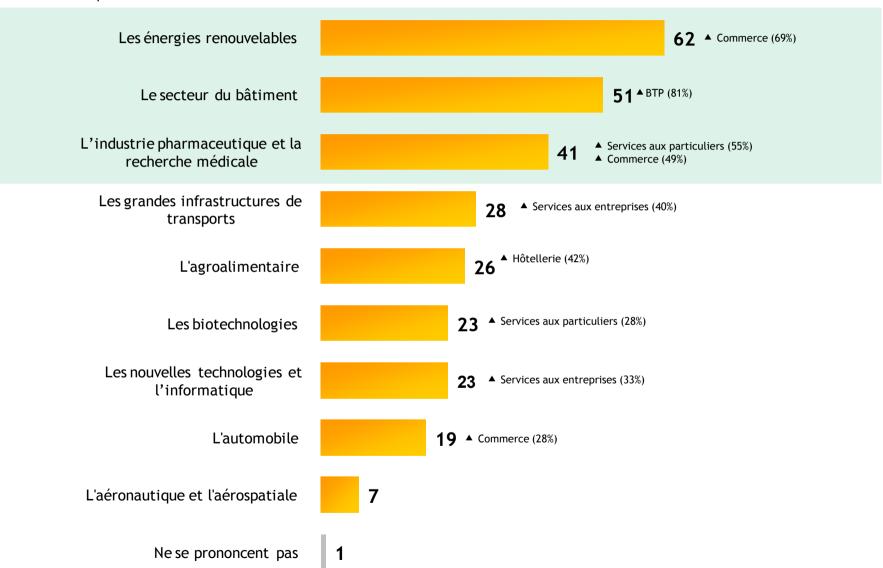
Question: Voici différentes opinions entendues à propos de l'emprunt national annoncé par Nicolas Sarkozy. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord?



aron **FIDUCIAL**

Priorité aux énergies renouvelables, au bâtiment et à la santé

Question: Et quels sont, à votre avis, les trois secteurs d'activité qui devront bénéficier en priorité de l'argent récolté par l'Etat grâce à cet emprunt?





MÉTHODOLOGIE

Échantillon de 1 005 <u>dirigeants de TPE</u> de 0 à 19 salariés, raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 9 au 22 juillet 2009.

- Ե' échantillon est raisonné sur les critères suivants :

 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

